



Le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 04 octobre 2010

N° 368

PRIX : 0,60 Euro



MANIFESTATIONS POPULAIRES

CONTRE LA DÉGRADATION

DES CONDITIONS D'EXISTENCE

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

Sénégal: manifestations populaires contre la dégradation des conditions d'existence

Page 3

Cinquantenaire de l'indépendance du Mali

Page 4

Election présidentielle en Côte d'Ivoire: il n'y a aucun candidat pour ...

Page 6

Mozambique: émeutes contre la flambée des prix

Page 7

Tchad: les taxis-clandos bravent l'interdiction de circuler du gouvernement

Page 8

Les mutilations génitales féminines continuent de faire des ravages en Afrique

Page 9

Madagascar

Les classes pauvres n'ont rien à espérer du referendum et des élections annoncées

ABONNEMENT

FRANCE

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste

Autres pays

Nous consulter

ADRESSE

PAT B.P. 42

92114 - Clichy Cedex

SENEGAL

**MANIFESTATIONS POPULAIRES CONTRE
LA DEGRADATION DES CONDITIONS D'EXISTENCE**

Plusieurs quartiers de Dakar et de sa banlieue ont été le théâtre de manifestations contre les coupures d'eau et d'électricité (devenues de plus en plus fréquentes et de plus en plus longues) mais aussi contre l'augmentation des prix des denrées alimentaires de base.

A Guédiawaye, à Niary Tally, à Fass, à Sicap Liberté, à Sacré-Cœur, des gens sont sortis dans la rue pour crier leur colère contre l'incapacité du gouvernement à résoudre une fois pour toute la question des coupures d'eau et d'électricité. Cela fait des années que le gouvernement dit qu'il va "régler" ces problèmes mais jusqu'ici ceux-ci ne font que s'aggraver.

L'agglomération dakaroise qui concentre une grande partie de la population sénégalaise n'est pas la seule touchée. Il en est de même dans les autres grandes villes. C'est ainsi qu'à Ziguinchor, la principale ville de Casamance, plus d'un millier de personnes ont manifesté dans les rues le 4 septembre dernier. Au mois de juillet dernier c'est une émeute qui a éclaté à Mbour lorsque le courant fut coupé juste au moment où les gens regardaient la retransmission de la coupe du monde de football. Les jeunes sont spontanément descendus dans les rues. Des bureaux de la Sénélec ainsi que des poteaux électriques ont été détruits. Il y a eu des affrontements violents avec la police. A Saint-Louis et à Thiès il y a eu également des manifestations.

Après quelques jours d'amélioration la situation s'est empirée et les autorités ont de plus en plus de mal à trouver de fausses excuses pour masquer leur incompétence. Les habitants des quartiers riches eux, ils ont tous à leur disposition des groupes électrogènes qui leur fournissent du courant lorsque la Sénélec est en panne. De plus, les coupures sont plus rares dans les quartiers habités par les riches que dans ceux des pauvres qui subissent des délestages plusieurs fois par jour. Il arrive très souvent que le courant soit coupé durant plusieurs jours dans certains quartiers de Guédiawaye ou de Niary Tally alors que du côté du Plateau ou de la Corniche tout fonctionne.

Ce qui a surtout fait sortir les gens dans la rue ces derniers jours, c'est une accumulation de colère contre la dégradation de leurs conditions d'existence en général. Aux coupures d'eau et d'électricité se sont ajoutées les inondations causées par les eaux de pluie dans les quartiers populaires. Plusieurs milliers d'habitants ont

vu leurs habitations détruites. Le gouvernement n'a même pas été capable de leur venir en aide. Des quartiers entiers sont restés sous les eaux stagnantes. Les autorités, au lieu de chercher à pomper ces eaux afin de les évacuer, n'ont trouvé rien d'autre que d'accuser les habitants de ne pas entretenir les quelques rares canaux d'évacuations qui existent et qui sont bouchés.



Décembre 2008: réunion du Collectif des imams contre la Senelec

A ces problèmes s'est ajouté celui de la cherté de la vie. Les prix de l'huile, du pain, des oignons, du poisson ont augmenté. On ne trouve plus de bouteille de gaz pour cuisiner.

C'est à cause de toutes ces frustrations que des habitants des quartiers populaires ont répondu présent aux appels à manifester.

L'idée de ne pas payer collectivement les factures de la Senelec a été lancée il y a deux ans par le "Collectif des imams" de Guédiawaye (une banlieue de Dakar). Dans la ville de Saint-Louis c'est également un imam (un ancien fonctionnaire à la retraite) qui a tenté de mobiliser les habitants des quartiers populaires contre la Senelec. Une association d'artisans tailleurs (eux aussi victimes des coupures de courant car ne pouvant plus exercer leur métier) appela également les tailleurs de ne plus payer le courant. Les poissonniers ont aussi montré leur colère en expliquant aux autorités que si le courant est coupé ils ne peuvent plus s'approvisionner en glace pour conserver leurs poissons, ce qui allait se répercuter sur les pêcheurs. De leur côté les commerçants protestent aussi car les produits frais qu'ils

conserver dans leurs réfrigérateurs sont gâtés et deviennent invendables.

L'incapacité du gouvernement à trouver des solutions pour que l'approvisionnement en eau et en électricité redevienne normal a fini par grossir le nombre de mécontents. Tantôt on assiste à des "sit-in" devant les agences de la Senelec, tantôt à des manifestations de rue. Cela devient de plus en plus fréquent, y compris à l'intérieur du pays.

Face à l'inaction du mouvement syndical et des partis politiques de l'opposition sur ces questions (mais surtout à cause du fait que les habitants des quartiers populaires ne leur font pas confiance et à juste titre) c'est vers les imams que semblent se tourner les habitants. Du coup le Collectif des imams, créé au départ pour porter les revendications concernant les coupures électriques, se sent porté par le vent de colère et entend élargir son champ d'action sur d'autres revendications sociales. L'imam Youssoufa Sarr, porte-parole du Collectif, explique : "Nous avons pris les devants en tant que leaders religieux pour jouer un rôle dans la prise en charge des problèmes des populations".

Ces imams ne semblent pas être en odeur de sainteté aux yeux du pouvoir qui les accuse d'appartenir à des partis d'opposition. Certains responsables du PDS leur reprochent de sortir du strict champ religieux pour "faire de la politique". Mais lorsque que les hauts dignitaires de la confrérie religieuse des mourides appellent leurs fidèles à voter pour le parti du Président lors des élections, là, le PDS s'en félicite!

Il est difficile de savoir l'influence exacte de ce Collectif d'imams dans le mouvement de contestation actuel contre le pouvoir, ni même ses liens avec les principaux partis de l'opposition. Ce qui est sûr c'est que même si aujourd'hui ils prétendent défendre les revendications des habitants des quartiers populaires, ces dignitaires religieux ne sont que de faux amis des travailleurs et des

pauvres en général. Car les idées qu'ils véhiculent et qu'ils voudraient un jour

imposer à l'ensemble de la population sont des idées réactionnaires et moyenâgeuses.

SENEGAL

LES VACANCES DOREES DU PRESIDENT

Selon les informations données par un quotidien sénégalais, le récent séjour du président Wade en Europe aurait coûté 725 millions de F CFA (plus d'un million d'euro). Ainsi donc pendant que les habitants des quartiers pauvres de Dakar inondés par les eaux

de pluies pataugent dans la boue et dans les eaux stagnantes, pendant que des centaines de milliers de familles se démènent chaque jour pour avoir de quoi manger le soir, monsieur le président dépense sans compter l'argent de l'Etat dans des palaces luxueux. Révoltant!

CINQUANTENAIRE DE L'INDEPENDANCE DU MALI

LE PRESIDENT VEUT "SON" MONUMENT

COMME SON VOISIN SENEGALAIS

Selon la vice-présidente de la "Commission nationale d'organisation du cinquantenaire de l'indépendance du Mali", l'organisation du cinquantenaire a coûté environ 7 milliards de F CFA. "Sur les 7 milliards, dit-elle, au moins 4 milliards ont été utilisés dans des investissements. Ils s'agit d'infrastructures de développement comme le Monument du cinquantenaire que le président ATT va offrir à la jeune génération des prochaines cinquante années...".

En résumé 3 milliards ont été dilapidés pour la cérémonie et les festivités et 4 autres pour le monument. Voilà ce que ceux qui dirigent ce pays appellent "investir pour l'avenir". En réalité Toumani Touré pense avant tout à lui-même. En faisant comme son voisin et homologue sénégalais, il veut marquer son passage au sommet de l'Etat par la construction de monument de prestige quitte à dilapider les caisses de l'Etat et surtout au détriment des investissements vraiment utiles à la population.

HORTEFEUX INVITE D'HONNEUR A BAMAKO

C'est en grande pompe que le ministre de l'Immigration, Brice Hortefeux,

a été reçu à Bamako pour représenter le gouvernement français à l'occasion de la célébration du cinquantenaire de l'indépendance du Mali. Pendant que lui et le gouvernement auquel il appartient encouragent les policiers à expulser le maximum de sans-papier (dont de nombreux maliens) il est reçu comme un prince à Bamako par ATT en personne qui lui a même fait une accolade.



Bamako: le président malien recevant B. Hortefeux, le ministre de l'Intérieur de Nicolas Sarkozy

Cela n'empêche pas le gouvernement malien de faire semblant de s'indigner de temps en temps lorsqu'un avion rempli de sans-papiers dont certains sont menottés ou ligotés, atterrit à Bamako. Ces expulsions musclées sont ressenties à juste titre comme une provocation par une

grande partie de la population malienne qui survit grâce à l'aide des travailleurs émigrés en Europe ou ailleurs. Et le fait que celui qui

symbolise actuellement le mieux ces expulsions soit accueilli avec un tel honneur à Bamako est ressenti comme une provocation par plus d'un.

L'EX-DICATATEUR MOUSSA TRAORE A LA TRIBUNE

Parmi les "grandes personnalités" invitées à la tribune d'honneur figure un certain général Moussa Traoré. Ce dictateur a régné au Mali par la terreur durant 23 ans. Il a été renversé en 1991 par un coup d'Etat (qui porta ATT au pouvoir) après une lutte de la population qui a osé braver sa dictature. Il y eut officiellement 292 morts et

plusieurs centaines de blessés. C'est ce personnage sanguinaire qui est qualifié aujourd'hui par les organisateurs de la cérémonie comme une grande personnalité. Le bruit court à Bamako, selon lequel Moussa Traoré aurait l'intention de demander des excuses à ceux qui l'avaient chassé du pouvoir. Pourquoi pas la médaille d'honneur et une indemnisation pour préjudices subis?

ELECTION PRESIDENTIELLE EN CÔTE D'IVOIRE

IL N'Y A AUCUN CANDIDAT POUR DEFENDRE

LES INTERETS DES TRAVAILLEURS ET DES CLASSES PAUVRES !

Tout le monde, aussi bien le gouvernement, le président Laurent Gbagbo, que les états majors politiques de l'opposition, tous, ils nous assurent que les élections présidentielles auront lieu le 31 octobre 2010, dans moins d'un mois.

L'accord de Ouaga mentionne clairement que les élections ne pourraient pas se tenir sans le déploiement de l'administration, la réunification des caisses de l'Etat, le démantèlement des bandes armées et leur encasernement.



Quattara, Bedié et Gbagbo

A en juger par la volonté manifeste des dirigeants politiques ; à en juger aussi par les avancées des préparatifs pratiques, c'est, en effet, possible que cette fois-ci, cette date soit la bonne. Mais sans beaucoup de garantie, quand on sait que ces élections devaient initialement se tenir en 2005, et que report après report, un quinquennat entier est passé sans l'ombre d'une élection dans ce pays !

A quelques jours des élections, aucune force armée n'a été démantelée, contrairement à ce qui était prévu. Pas plus que les forces armées des Forces Nouvelles n'ont été encasernées, faute de structures. Les cinq cent mille francs d'indemnités promis aux ex-combattants n'ont pas été distribués. Par quelle magie, ces bandes armées arrêteront-ils donc de racketter les populations comme ils le font aujourd'hui ! L'intégration des ex-combattants au sein de l'armée gouvernementale n'existe que sur le papier. Mais même cela, ne concerne qu'une poignée de combattants. Les « forces armées intégrées » qui étaient censées prendre le contrôle de toute la partie Nord et Ouest du pays ne sont elles-mêmes qu'une fiction.

Ce n'est pas pour rien que l'Onu a décidé d'augmenter ses effectifs en Côte d'Ivoire d'environ 500 soldats, alors qu'ils sont déjà au nombre de 8000, auxquels s'ajoutent

peut-être 3000 ou 4000 soldats français eux aussi intégrés aux forces de l'ONU.

D'ailleurs, l'administration elle-même n'est pas réellement déployée dans la partie sous contrôle des FAFN. Les caisses de l'Etat sont toujours sous le contrôle des hommes de Soro.

On peut donc affirmer d'avance que ces élections ne régleront pas automatiquement les problèmes de l'unification du pays... sauf, peut-être, sur le papier.

La tenue de ces élections ne signifiera pas, non plus, pour les pauvres la fin de la souffrance.

Cela dit, oui, il est souhaitable que cette élection ait réellement lieu plutôt qu'elle soit repoussée aux calendes grecques. Comme cela au moins nos dirigeants ne pourront plus justifier la souffrance de la population par le fait que les conditions ne sont pas remplies pour aller vers les élections. Mais ce qui est sûr et certain c'est que quel que soit le candidat qui en sortira victorieux, les travailleurs n'auront rien de bon à attendre de lui. Parce qu'une fois au pouvoir, il défendra avant tout les intérêts de la classe exploiteuse, les intérêts de la classe riche, à laquelle appartiennent les principaux candidats.

Les trois candidats capables de remporter la victoire, à savoir Gbagbo, Bédié et Ouattara, ont tous déjà dirigé ce pays et montré leur dévouement à défendre les intérêts des banquiers, des industriels et des riches en général.

Même dans leurs propos, durant cette campagne électorale, quel travailleur peut honnêtement affirmer qu'il voit une différence de fond entre eux? Tous promettent qu'avec eux

tout ira mieux pour la population. Mais les promesses ne leur coûteront pas un franc, puisqu'une fois élus, ils ne seront pas tenus de les respecter.

De plus, aucun des candidats, Gbagbo-Bédié-Ouattara, ne promet d'augmenter les salaires des travailleurs de façon significative et chiffrée, pas même celui de relever de façon conséquente le salaire minimum qui est déjà bien moins que le minimum. Ils savent pourtant dans quelle misère dramatique les travailleurs vivent aujourd'hui. Ils savent que même avec un salaire de cent mille francs par mois, il est impossible de vivre décemment à Abidjan. Ces politiciens sont trop responsables vis-à-vis des intérêts des riches pour faire une quelconque promesse précise de ce genre. Ils ont trop peur que les travailleurs le leur exigent une fois les élections terminées et mettent en mauvaise posture les riches. A ce risque, ces trois candidats préfèrent encore sacrifier le pouvoir et perdre les élections.

Par ailleurs, dans leur tournée électorale, ce ne sont pas devant les travailleurs et les pauvres qu'ils viennent se prosterner mais devant les notables, le patronat, les « rois », les imams, les évêques, les pasteurs, etc. A leurs yeux les pauvres ne constituent que du « bétail électoral » selon une expression en vogue dans leur milieu.

Alors, si ces élections ont effectivement lieu, les travailleurs n'auront même pas le choix de voter pour un des leurs ou pour celui qui défendra le mieux les intérêts généraux immédiats et futurs de l'ensemble des exploités et des opprimés. Par conséquent quel que soit le candidat élu, les travailleurs devront unir leurs forces et lutter pour se faire entendre et défendre leurs intérêts de classe.

CÔTE D'IVOIRE

ENTRE LES PAROLES MIELLEUSES ET LA REALITE

L'un des candidats à la présidentielle du 31 octobre 2010, l'ancien Premier ministre de feu Houphouët Boigny, Alassane Ouattara en précampagne dans le Nord, ne cesse de crier à qui veut l'entendre qu'il détient la solution des problèmes de la Côte d'Ivoire. Au-delà des milliards virtuels qu'il promet aux populations, il affirme qu'il a déjà appliqué sa solution à certains pays d'Asie et d'Afrique pour les sortir de la crise quand il était au FMI.

Ce Monsieur peut raconter ce qu'il veut. En tout cas, lorsqu'il était dans les affaires avec Houphouët, pour satisfaire leurs amis banquiers du FMI et de la banque mondiale, il avait chassé des dizaines de milliers de journaliers de la fonction

publique, réduisant des milliers de familles à la misère.

Il avait vendu, pour ne pas dire bradé, les entreprises d'Etat, pour faire des cadeaux à ses amis les riches. Ceux-ci ont licencié des milliers de travailleurs pour augmenter leur profit. Alassane Ouattara avait alourdi les charges des parents d'élèves en leur faisant payer les frais de transport, qui étaient gratuits avant qu'il ne soit Premier ministre. C'est aussi lui qui avait instauré les bas salaires aux nouveaux enseignants. C'est encore lui qui a instauré les cartes de séjour.

En un mot, sa solution consistait à appauvrir les travailleurs pour mieux enrichir ses amis les riches.

Alors, à bon entendeur...

MOZAMBIQUE

EMEUTES CONTRE LA FLAMBEE DES PRIX

En début septembre, durant plusieurs jours une vague de protestation contre la cherté de la vie a déferlé dans plusieurs villes du Mozambique. C'est l'augmentation de l'eau et de l'électricité qui a mis le feu aux poudres. Un mois plus tôt déjà, les carburants augmentaient de 8%, la troisième hausse en moins de six mois. Les prix de plusieurs denrées de base ont flambé dont celui du pain (25%), mais également celui du riz.

Face à cette situation la population n'est pas restée les bras croisés. Des milliers de gens, dont de nombreux jeunes très motivés, ont déferlé dans les rues de Maputo et d'autres grandes villes du pays. Les forces de l'ordre ont cerné les quartiers populaires pour que les manifestations n'atteignent pas les quartiers d'affaires et de luxe. Elles n'ont pas hésité à tirer à balles réelles sur les manifestants, tuant au moins treize personnes et blessant près d'un demi millier d'autres.

L'augmentation des cours mondiaux des céréales liée en grande partie aux opérations

spéculatives ciblées sur le blé et le riz, serait une des causes de la flambée des prix. La crise financière est également mise en cause. Elle a provoqué la dépréciation de la monnaie locale par rapport au Rand sud-Africain (43% depuis le début de l'année). Or le Mozambique dépend beaucoup des importations en provenance de ce pays. A tout cela s'ajoute la conséquence de plusieurs années de mauvaises récoltes dues aux aléas climatiques.

Pourtant ce pays n'a pas toujours connu une telle situation dans le passé. Pendant des siècles il a été saigné de ses meilleurs éléments par le trafic d'esclaves en direction du Brésil. La colonisation portugaise a pris le relais de la traite. Le pillage colonial et l'oppression se sont exercés jusqu'à l'indépendance du pays arrachée par la lutte en 1975. Mais à partir de ce moment c'est le régime sud-africain d'apartheid qui a entretenu au Mozambique une rébellion armée à travers le groupe terroriste Renamo faisant près d'un million de morts et

hypothéquant toute possibilité pour ce pays de s'en sortir.

Aujourd'hui ce pays est pauvre et exsangue. Cependant il regorge d'énormes richesses minières tout comme c'est le cas d'autres pays pauvres d'Afrique. Mais ces

richesses sont accaparées par les compagnies minières aux mains de multinationales. Elles réalisent d'énormes profits grâce à la complicité des dirigeants africains qui prélèvent au passage leur prébende. C'est tout cela qui se traduit aujourd'hui par la famine et la pauvreté pour la grande majorité.

TCHAD

LES TAXIS CLANDOS BRAVENT

L'INTERDICTION DE CIRCULER DU GOUVERNEMENT

Il y a quelques mois le ministre de l'Intérieur avait décidé unilatéralement d'interdire dans tout le territoire la circulation des taxis-motos communément appelés « taxis-clandos » (il s'agit d'une moto ou même d'une mobylette que le propriétaire utilise pour transporter les gens) sous prétexte que ces engins à deux roues causent beaucoup d'accidents. C'est à Moundou que depuis plus de 10 ans, ce genre de transport urbain a été mis en place pour pallier l'inexistence de bus et le manque de taxis dans la ville. Les rares qui y circulaient coûtaient cher et donc hors de portée de petites bourses.

En revanche avec 200 francs CFA les petites gens peuvent louer le service d'un taxi-moto ou taxi-clando. Ainsi moyennant cette somme, une ménagère peut aller faire ses courses au marché central de Moundou; le petit fonctionnaire peut se rendre à son bureau, l'ouvrier à son lieu de travail, etc. Au

fil des ans, ce moyen de déplacement est devenu si populaire que le maire de Moundou a décidé de le légaliser : les taxis-clandos portent des dossards jaunes pour les distinguer des autres usagers de motos ou de mobylette.

Par la suite d'autres villes ont également adopté ce mode de déplacement, en particulier Ndjaména où des taximen se sont plaints auprès des autorités pour concurrence illégale.

Le ministre de l'Intérieur, pour satisfaire ces derniers a donc décidé d'interdire la circulation des taxis-clandos : c'est un coup très dur porté contre les petites gens et contre tous ceux qui utilisent ce moyen de transport.

Mais comme monsieur le ministre ne propose aucune solution de remplacement, les taxis-motos bravent cette interdiction et continuent de circuler malgré les amendes.

RENOVATION DE L'AMBASSADE DE PARIS

DES VOLEURS EN ONT PROFITE POUR S'ENRICHIR

Les travaux de rénovation (peinture, sanitaires, salles d'eau, nouvel ascenseur...) de l'Ambassade du Tchad à Paris étant terminés, le personnel qui a déménagé à Levallois est revenu à la rue des Belles Feuilles (16 ème.) .

C'est beau mais qu'est-ce quelle a coûté aux contribuables ! Selon les bruits qui courent à propos de la somme astronomique dépensée pour cette rénovation, celle-ci aurait atteint la bagatelle de 7.800.000 euros alors

que le devis initial signé et financé n'était que de 430.000 euros. Où est donc passé la différence c'est-à-dire 7.370.000 euros ? Sans doute dans les poches de Déby et de son clan.

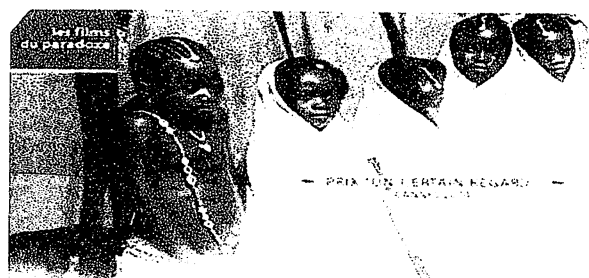
En effet, alors que le devis était déjà signé et l'argent débloqué au profit de l'Ambassade du Tchad à Paris, d'autres devis fantaisistes signés avec des sociétés fictives circulaient dans les bureaux du ministère des finances, à Ndjaména.

Le comble, c'est que le service administratif financier, sans doute complice

débloque plusieurs fois de l'argent pour le même projet.

LES MUTILATIONS GENITALES FEMININES CONTINUENT DE FAIRE DES RAVAGES EN AFRIQUE

On estime à plus de 100 millions le nombre de femmes et de fillettes victimes de ces pratiques en Afrique. Certaines fillettes trouvent la mort à cause des hémorragies consécutives aux blessures engendrées par ces



L'affiche du film "Moolaadé" de Sembène Ousmane contre l'excision

actes. D'autres attrapent des infections microbiennes susceptibles de mettre en danger leur santé durant de longues années. Lorsqu'elles s'en sortent elles ne sont pas pour autant tirées d'affaire puisque une fois mariées elles peuvent avoir des grossesses difficiles avec le risque de mettre en danger la vie de l'enfant qui va naître. Dans tous les cas ces femmes sont blessées dans leur chair et subissent de manière irréversible les conséquences graves de ces mutilations.

Tel est le constat que viennent de rendre public de nombreuses ONG qui combattent ces pratiques sur le sol africain en relation avec l'ONU. Certaines femmes impliquées dans ce combat font partie de milieux aisés bénéficiant d'une certaine ouverture à la culture dans les grandes villes. Il y a parmi elles des épouses de chefs d'Etat en exercice ou à la retraite. La femme de Blaise Compaoré et celle d'Alpha Omar Konaré sont considérées dans ces milieux

comme étant les figures de proue de la lutte contre ces pratiques barbares qui continuent de faire des ravages jusqu'à nos jours. Et c'est tant mieux si elles mettent leur notoriété au service d'une telle cause.

Certaines femmes qui agissent sur le terrain font part de leur inquiétude de constater qu'aujourd'hui les exciseuses ont des téléphones portables et qu'il suffit de les contacter et elles font le déplacement à domicile. Ainsi on peut dire que la barbarie peut faire bon ménage avec les développements techniques et que la science à elle seule ne peut pas la faire reculer.

Ces rites dangereux résultent de l'arriération de la société, de la misère matérielle et morale qui constitue le quotidien d'un grand nombre de femmes mais aussi d'hommes surtout dans les campagnes. Par ces temps de crise ce phénomène se développe même dans les lieux urbanisés par suite de l'exode rural.

Les classes riches et les intellectuels qui gouvernent ne se préoccupent pas beaucoup de combattre cet état de chose parce qu'eux-mêmes ainsi que leur progéniture ont plus ou moins les moyens d'échapper aux pratiques liées à l'arriération. Et puis il y a aussi le fait que pour maintenir leur rang et leurs privilèges ils se gardent bien de ne pas se couper des chefferies traditionnelles et autres dignitaires des temps révolus qui véhiculent ces traditions néfastes et qui continuent d'exercer une certaine autorité dans la brousse en tirant la société en arrière.

La lutte contre l'oppression de la femme et contre ses expressions les plus barbares est indissociable de la lutte pour une société égalitaire débarrassée de toute forme d'oppression et d'exploitation.

MADAGASCAR

**LES CLASSES PAUVRES N'ONT RIEN A
ESPERER DU REFERENDUM ET DES
ELECTIONS ANNONCEES**

Du 14 au 18 septembre dernier a eu lieu près de la capitale malgache, une Conférence Nationale réunissant plus de 4000 participants venus des quatre coins du pays

de régions devront être démis et remplacés par des PDS (Présidents de Délégation Spéciale) en attendant la tenue d'élections municipales convoquées pour le 20 décembre prochain.

Les perdants de ces nouvelles orientations si elles aboutissent, sont ceux qui ont été écartés ou vont l'être de leurs postes de sinécure, les membres du TIM le parti du président déchu Ravalomanana. Les nouveaux vainqueurs (pendant un certain temps) seront les dirigeants de TGV, le parti du nouvel homme fort Rajoelina. D'autres notables vont aussi tirer leur épingle du jeu tels que les «raiamandreny » ou les « olobe », sortes de «vieux sages » proches du régime.

Est-ce qu'au bout de ce processus, le régime réussira à trouver le chemin d'une sortie de crise, une assise et une stabilité à l'intérieur du pays ? Et pendant combien de temps? Les dirigeants actuels n'ignorent pas que ce sont là des conditions nécessaires pour que le régime acquière un semblant de reconnaissance auprès des instances internationales et des grandes puissances. Ils ont beau multiplier des déclarations favorables en direction des possesseurs de capitaux internationaux, les assurer de leur bienveillance à leur égard, ceux-ci n'ont pas l'air de se bousculer pour venir s'investir dans la Grande île. Ils savent que ce régime est ami des capitalistes mais ce qu'ils voudraient c'est que cet a mi bénéficie d'un semblant de consensus lui permettant d'être un peu stable et donc favorable à la bonne marche des affaires. C'est pourquoi depuis les événements qui ont conduit à la chute du précédent régime, des crédits importants en provenance des banques et des instances internationales ont été suspendus rendant précaire la situation économique à l'intérieur du pays.



Andry Rajoelina et son ex-Premier ministre Monja Roindefo, en mai 2009

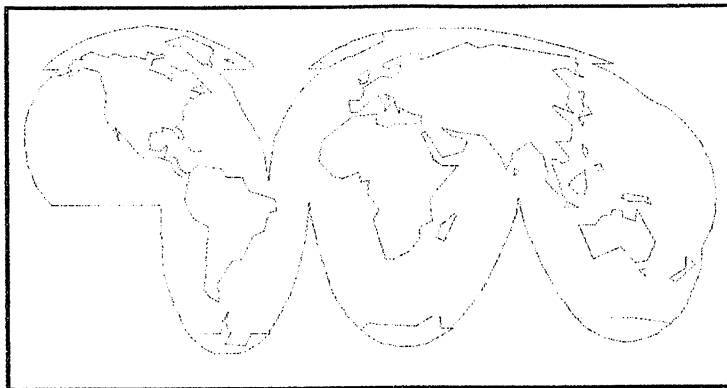
aux frais de l'Etat. Au cours de cette réunion, boycottée par les dirigeants des partis d'opposition, des délégués ou prétendus tels ont pris la parole pour donner leur avis, dans les limites d'une discussion ne débordant pas le cadre défini par les tenants du pouvoir, sur des solutions susceptibles de sortir le pays de la crise politique qu'il traverse depuis le renversement du précédent régime. Des résolutions en faveur d'une Constitution de la IVe république devant reposer sur un « Etat unitaire à forte décentralisation », ont été adoptées. Andry Rajoelina, l'actuel président devra nommer prochainement un Premier ministre issu des côtes, pour «respecter l'équilibre régional». Un calendrier électoral prévoyant la tenue d'un référendum constitutionnel en novembre 2010 puis d'élections législative et présidentielle l'année prochaine, a été adopté. L'âge des candidats autorisés à se présenter à la présidentielle a été taillé sur mesure pour Andry puisqu'il a été abaissé à 35 ans. Tous les maires et chefs

La situation de crise politique qui oppose l'un contre l'autre des clans composant la classe riche est aggravée par la crise économique mondiale. Le tout se traduit par le développement de la misère dans toutes les régions et de la famine dans les régions semi désertiques du sud. Les habitants de ces régions subissent de plein fouet les ravages de trois années consécutives de sécheresse et ceux des nuages de criquets pèlerins qui dévastent les maigres récoltes. Le dénuement général et les inégalités sociales constituent un terreau sur lequel se développent des trafiquants de toute sorte y compris d'armes. L'insécurité gangrène les bas fonds de toutes les grandes villes où la nuit tombant des bandes sévissent au vu et au su des forces de l'ordre souvent complices.

La majorité des gens n'attendent pas forcément quelque chose en leur faveur. Mais cela n'empêche pas que ça ou là un mouvement de grève éclate comme ce fut le cas en septembre dernier des dockers du port de Toamasina, la deuxième plus importante ville du pays. Ce mouvement n'a pas été victorieux mais a été une preuve que les travailleurs engagent tout de même des luttes.

Les tenants du pouvoir savent qu'ils ne sont pas forcément populaires mais ils misent sur le fait que beaucoup de gens ne souhaitent pas pour autant un retour de l'ancien dirigeant ou de son prédécesseur. L'aspiration à voir le bout du tunnel est un sentiment qu'ils savent réel et ils s'en contentent pour se maintenir au pouvoir et si possible pour y durer.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.